

Les crédits

À propos du projet de loi C-21, nos amis de l'autre endroit ont dit qu'ils devaient aller consulter les Canadiens. Or, si on examine les comptes rendus, et j'invite mon honorable collègue à le faire, il est intéressant de noter qu'en effectuant leur grande tournée du Canada pour entendre des témoins, ils ont entendu 54 des mêmes témoins qui avaient comparu devant le comité législatif de la Chambre chargé d'étudier le projet de loi C-21.

Cependant, bien que j'apprécie comme toujours l'éloquence de mon collègue, je ne sais pas très bien quelle était sa question. Elle avait trait à un projet de loi émanant de l'autre endroit.

Le président suppléant (M. Paproski): Je pense que le député de North Island—Powell River a une question pour le député.

M. Raymond Skelly (North Island—Powell River): Je suis abasourdi, monsieur le Président. Je n'arrive pas à croire non seulement ce qui se passe à la Chambre en ce moment, mais à quel point le député est passé à côté de la motion dans son discours. Pas étonnant qu'il n'ait pas compris la question de notre collègue libéral. J'espère que le député de Kamloops interviendra une autre fois et qu'il aura la patience et la charité de lui faire un dessin pour qu'il comprenne ce qui se passe.

Mon collègue de Kamloops, dans sa motion et dans son intervention, a dépeint l'hypocrisie des libéraux de l'autre endroit et des candidats à la direction du Parti libéral, qui veulent que la TPS soit adoptée.

Le président suppléant (M. Paproski): Nous avons, à la Chambre, le devoir de montrer un peu plus de respect envers l'autre endroit, que cela nous plaise ou non. Le Règlement l'exige. J'espère que le député montrera un peu plus de respect envers l'autre endroit. J'espère qu'il fera aussi porter ses observations sur le discours du député de South Shore.

M. Skelly (North Island—Powell River): Merci de vos aimables et judicieux conseils, monsieur le Président.

Voici où je veux en venir. Le député est-il passé complètement à côté de la question? Le point qui nous préoccupe est que les sénateurs libéraux veulent que la TPS soit adoptée, mais ils ne veulent pas avoir l'air de le vouloir.

Le député a qualifié d'abominable l'opposition à ce que 90 p. 100 des Canadiens veulent voir rejeté, soit le projet de loi sur la TPS.

Il faut ici un commentaire. Le gouvernement n'est plus représentatif. Sa cote de popularité est maintenant plus basse que le taux d'intérêt.

Le député admet-il que, si la popularité de son gouvernement et du premier ministre tombe au-dessous de son quotient intellectuel, son parti perdra le droit de gouverner?

Le président suppléant (M. Paproski): Il reste une minute au député de South Shore dans la période de questions et observations.

M. McCreath: Monsieur le Président, comme je ne vois pas trop à qui mon collègue songe en parlant de quotient intellectuel, je ne ferai pas de commentaires sur le sujet.

Je me rends compte que le temps est presque écoulé. Il est curieux que le Nouveau Parti démocratique prétende que le gouvernement devrait agir non pas en fonction des besoins du pays, ni de ce qui est bon pour le Canada, mais en fonction des derniers sondages d'opinion.

Je pourrais lui expliquer dans le détail que, par exemple, 85 p. 100 des Canadiens étaient d'accord avec le rétablissement de la peine capitale au moment où son parti s'y opposait formellement. Quelle est donc notre position?

Pour en revenir à la remarque du député de Kamloops, il me semble que, en fin de compte, dans un système démocratique, le peuple élit des gouvernements pour que ces gouvernements gouvernent.

Ce que nous disent nos amis du Nouveau Parti démocratique, c'est qu'il faut laisser les gens non élus, ceux qui sont nommés, prendre les décisions afin de traduire la volonté des Canadiens, alors qu'en fait les Canadiens se sont déjà prononcés. Les Canadiens ont exprimé leur volonté en 1984 et, de nouveau, en 1988. Ils ont dit clairement à quel groupe ils accordaient leur confiance pour gouverner notre pays. J'invite mon collègue à attendre jusqu'en 1993. Il verra notre parti ré-élu pour une troisième fois consécutive.

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir participer au débat cet après-midi, avant que le député de South Shore n'ait explosé.

Je le signale aux gens qui nous regardent à la télévision et à ceux qui sont à la tribune, le débat qui se déroule aujourd'hui entre les libéraux, les conservateurs et les néo-démocrates est intéressant. Il porte sur la position des trois partis à l'égard du Sénat.